



Cas pratique

Application de la taille de la PME – régime d'aide applicable – zonage – cumuls

Une entreprise A de 110 salariés et 15 M€ (13 M€ de bilan) de CA est détenue par une holding B de 5 salariés avec 10 M€ de CA (8 M€ de Bilan), cette holding détenant à 40% le capital (et les droits de vote) d'une entreprise C de 170 salariés dont le CA serait de 29 M€ et le bilan de 22 M€. Le siège social de l'entreprise A serait situé sur la commune de Beaucé 35021. Le service instructeur FEDER reçoit une demande d'aide à l'investissement déposée par écrit le 2 février 2015 pour la création d'un nouvel établissement de production industrielle de pâtes alimentaires sur la commune de La Selle en Luitré 35324.

L'entreprise A a acheté le terrain à la commune de La Selle en Luitré à la valeur estimée par les domaines de 250 k€. Elle envisage de construire en crédit-bail un bâtiment en janvier 2016 pour un coût total 950 K€ et annonce des dépenses d'équipement de 350 k€ qui se dérouleront de janvier à juin 2017. L'entreprise A a déclaré avoir été destinataire d'une aide « de minimis » en 2012 de la commune de Beaucé pour un rabais de loyer d'un équivalent subvention de 25000 € adoptée par délibération du conseil municipal du 25 mars 2012 qui s'étale sur les loyers de mars 2012 à février 2014. L'investissement de l'entreprise A s'accompagne de 5 créations d'emploi qui représenteront une masse salariale de 140 k€ annuels.

L'entreprise déclare qu'elle sollicite une subvention de 190 k€ de l'EPCI sur le bâtiment, de 70 k€ du FEDER sur les machines, de 50 k€ de la région sur les emplois. La commune n'effectue aucune aide au terrain. L'entreprise ne sollicite pas d'exonération de cotisation foncière des entreprises.

L'entreprise B détient 100% du capital de l'entreprise A.

Question 1 : *Le FEDER peut-il intervenir sur cette opération ?*

Question 2 : *Quel régime ou dispositif d'aide pourrait être mobilisé le cas échéant pour aider cette entreprise ?*

Question 3 : *Quelle est l'assiette éligible aux aides la plus favorable ?*

Question 4 : *Quelle est la taille de l'entreprise et le taux d'aide applicable ?*

Question 5 : *Les règles de cumuls d'aide sont-elles respectées ?*

Question 6 : *La règle d'incitativité est-elle respectée et pour cela quels éléments faut-il demander à l'entreprise ?*

CAS PRATIQUE

TAILLE PME



Résolution

Question 1 :

Tout dépend du contenu du programme opérationnel et de l'existence d'une mesure d'aide prévue pour soutenir l'investissement productif des entreprises. Si l'entreprise A n'est pas une PME elle ne pourra pas être aidée dans le cadre du PO FEDER-FSE car l'article 3.1.a du règlement 1301/2013 relatif au FEDER du 17 décembre 2013 limite les aides à l'investissement aux seules PME.

Question 2 :

Les régimes d'aide susceptibles d'être utilisés pour aider cet investissement sont :

- Le régime cadre exempté AFR n°SA 39252 si l'investissement est effectué en zone AFR
- Le régime cadre exempté PME n°SA 40453 si l'entreprise répond à la définition européenne de la PME mentionnée à l'annexe 1 du RGEC n°651-2014 du 17 juin 2014
- Le règlement « de minimis » n°1407-2013 du 18 décembre 2013

L'investissement est effectué sur la commune de la Selle en Luitré est éligible aux aides à finalité régionale, puisqu'elle fait partie de l'annexe 1 (page 57) du décret zonage AFR du 3 juillet 2014.

Question 3 :

L'assiette éligible aux aides la plus favorable est celle de l'investissement productif qui représente un montant de 1550 k€ (250 terrain + 950 bâtiment + 350 équipements); l'assiette emploi ne représentera que 280 k€ (deux fois 140 k€ de coût salarial annuel des emplois créés).

Question 4 :

La taille de l'entreprise est calculée comme suit :

A est liée à B (contrôle de B sur A par la majorité des droits de vote) et B et C sont partenaires car contrôle de B sur C supérieur à 25%.

La taille de A est donc égale à : $A + 100\% \text{ de } B + 40\% \text{ de } C$

CAS PRATIQUE

TAILLE PME



Le tableau ci-après récapitule ce calcul :

	Salariés	CA	Bilan
A =	110	15 M€	13 M€
B =	5	10 M€	8 M€
A+C	115	25	21 M€
40%(C)	68	11,6 M€	8,8 M€
Total A	183	36,6 M€	29,8 M€

C =	170	29 M€	22 M€
40% C=	68	11,6 M€	8,8 M€

L'entreprise A, une fois consolidée avec son entreprise liée (la holding B) et l'entreprise partenaire de cette dernière (C), est une moyenne entreprise au sens européen car elle fait moins de 250 salariés (183), moins de 50 M€ de bilan (36,6) et moins de 43 M€ de bilan (29,8).

Le taux d'aide applicable en zone AFR est de 20% s'agissant d'une moyenne entreprise, conformément au régime cadre exempté AFR.

Question 5 :

Les aides suivantes sont envisagées sur l'entreprise ; chacune de ces aides individuelles respectent le régime AFR individuellement :

- Une aide de l'EPCI de 190 k€ par subvention sur le bâtiment soit 20% d'aide sur le coût du bâtiment
- Une aide FEDER de 70 k€ par subvention sur les machines soit 20% d'aide sur le CT des machines
- Une aide à l'emploi de la région 50 k€ par subvention sur l'emploi, soit 18% d'aide sur l'assiette emploi (coût salarial des emplois créés sur 2 ans)
- La commune ne donne aucune aide sur le bâtiment car elle le vend aux conditions du marché.

En cumul d'aide AFR, le montant total des aides publiques cumulées ne doit pas excéder le taux applicable sur l'assiette éligible la plus favorable, soit l'assiette investissement, soit l'assiette emploi. En l'occurrence l'assiette la plus favorable est l'assiette investissement (1,55 M€) ; le montant maximum des AFR est donc fixé à 20% de 1,55 M€ **soit 310 k€**.

CAS PRATIQUE TAILLE PME



Le tableau ci-dessous permet de vérifier que le total des aides publiques à l'investissement et à l'emploi respecte bien ce **montant maximum de 310 k€**. Les règles de cumul sont donc respectées.

TABLEAU RECAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS ET DES AIDES VERSEES A L'ENTREPRISE A POUR SON PROJET										
	Batiment	terrain	machines	Total invest.	%	emplois	Total emploi	%	Total Général	%
Assiette	950	250	350	1550		140	280			
Aides	190	0	70	260	17%		50	18%	310	20%
	EPCI	Commune	FEDER				REGION			
				Assiette la plus favorable	taux d'aide à l'investissement					taux d'aide appliqué à l'assiette la plus favorable
				310						

Question 6 :

L'achat de terrain n'étant pas constitutif d'un démarrage de travaux, si l'entreprise n'a pas encore démarré effectivement les travaux ni effectué de commande ferme d'équipement, la règle d'incitativité n'est pas remise en cause.

Pour respecter cette règle, l'entreprise devra adresser à tous les cofinanceurs publics des aides (Région, EPCI, Région/Feder) avant le démarrage des travaux, un courrier de demande d'aide comprenant les éléments suivants :

- le nom et la taille de l'entreprise ;
- une description du projet, y compris ses dates de début et de fin ;
- la localisation du projet ;
- une liste des coûts du projet ;
- le type d'aide sollicitée (subvention, bonification d'intérêt, avance récupérable, prêt, garantie) et le montant du financement public estimé nécessaire pour le projet ;
- le montant de l'aide sollicitée.